

## LE RELIGIEUX SUR INTERNET ET DANS LES NTIC AU BURKINA FASO

*Frédéric Madore & Louis Audet Gosselin* <sup>1</sup>

**A** l'instar d'autres pays d'Afrique, la libéralisation politique et sociale entreprise au début des années 1990 au Burkina Faso a accru les possibilités d'expression dans la sphère publique. À la suite du discours de La Baule du 20 juin 1990 <sup>2</sup>, le régime du président Blaise Compaoré a entrepris de réintroduire le multipartisme grâce à la présentation, le 2 juin 1991, de la constitution de la IV<sup>e</sup> République, qui a été approuvée par référendum. Cette constitution garantissait notamment le droit de mettre sur pied des médias privés et le pluralisme politique comme stipulé dans le Titre 1, chapitre 1, article 8 : « Les libertés d'opinion, de presse et le droit à l'information sont garantis. Toute personne a le droit d'exprimer et de diffuser ses opinions dans le cadre des lois et règlements en vigueur ». Cette volonté s'est par la suite manifestée avec la création du Conseil supérieur de l'information (CSI) du Burkina Faso, décrétée le 1<sup>er</sup> août 1995. Le conseil se voulait une « institution nationale indépendante » de régulation de l'information et de la communication et il était « chargé de la promotion de la liberté de la presse à travers des pratiques professionnelles responsables ». Puis, à la suite d'une loi adoptée le 2 février 2005 assurant la constitutionnalisation de l'instance de régulation, le CSI est devenu le Conseil supérieur de la communication (CSC) <sup>3</sup>. La mise sur pied de cet organisme marquait donc un tournant dans l'histoire du pays, puisque les différents régimes depuis l'indépendance s'étaient réservé pratiquement le monopole audiovisuel et médiatique <sup>4</sup>. Dans ce contexte, des mouvements religieux de toutes les confessions ont saisi cette opportunité pour faire de la presse, de la radio, de la télévision et plus récemment d'internet un élément central de leur prosélytisme dans un paysage religieux pluriel et de plus en plus compétitif. En 2015, le Burkina

Faso ne comptait pas moins de 40 radios et 6 chaînes de télévision confessionnelles <sup>5</sup>.

Ce chapitre aborde en parallèle l'utilisation des médias par les trois principales confessions religieuses du pays – catholique, protestante et musulmane <sup>6</sup>). Ce faisant, nous pourrions comparer les diverses stratégies et initiatives médiatiques mises en avant par ces groupes afin de souligner autant les similarités, les emprunts et les collaborations que les usages différenciés qu'ils en font. Nous comptons également mettre en perspective le récent engouement pour les médias numériques (sites web, réseaux sociaux, applications mobiles) avec les approches plus anciennes par le biais des médias « traditionnels » (presse écrite, radio, télévision).

Notre étude révèle d'abord que l'Église catholique a souvent joué un rôle pionnier en matière d'utilisation des médias, les Églises évangéliques et les associations musulmanes ne rattrapant leur retard que récemment. Nous remarquons aussi un chevauchement de l'utilisation des diverses formes médiatiques, les nouvelles technologies se superposant et prolongeant les contenus produits pour l'écrit ou la radio. Sur le plan social, nous constatons que les médias électroniques ont fourni un espace d'expression à des catégories marginalisées comme les femmes et surtout les jeunes, en grande partie grâce à l'investissement des médias par les associations religieuses estudiantines. Cependant, cette émancipation est limitée du fait que les productions numériques tendent, comme c'est le cas pour les médias confessionnels écrits, radiodiffusés et télévisés, à renforcer certaines figures religieuses déjà influentes dans l'espace public (prédicateurs, pasteurs charismatiques, hiérarchies des Églises et des associations). De plus, certaines catégories sociales sont presque complètement exclues de l'espace médiatique et les nouvelles technologies tendent à prolonger cette exclusion. C'est le cas des populations rurales, quasi absentes des médias à l'exception de certaines radios, ainsi que de tendances religieuses telles l'islam confrérique, qui rassemble une part importante de la population burkinabè, mais dont la présence médiatique est minimale. Inversement, on constate qu'à l'exception des organisations estudiantines, ce sont les tendances religieuses réformistes et charismatiques, comme l'islam salafiste, l'islam ahmadiyya, les Églises protestantes charismatiques et le renouveau charismatique catholique, qui sont les plus visibles dans les médias, en particulier numériques, dont ils utilisent plus efficacement les potentialités (interactivité, diffusion en direct d'événements, contenus produits par les membres, utilisation des applications mobiles).

Dans un premier temps, un bref portrait des médias confessionnels « traditionnels » sera présenté afin de comprendre l'implication générale des organisations religieuses dans l'univers médiatique burkinabè. La

seconde partie traitera de l'usage récent, mais en forte croissance dans les dernières années, des médias confessionnels numériques, qui fera l'objet d'une étude plus approfondie.

### LES MÉDIAS CONFESIONNELS « ANCIENS » (PRESSE ÉCRITE, RADIOS, TÉLÉVISION)

Avant l'arrivée des médias numériques, les organisations religieuses des différentes confessions ont déployé des efforts considérables pour assurer leur présence sur les médias imprimés et audiovisuels. La presse écrite est la forme médiatique la plus ancienne au Burkina Faso et, en la matière, l'Église catholique fait office de pionnière. À l'inverse, la radio et la télévision, dont l'audience est nettement plus large que la presse écrite, se sont développées plus tard et au gré de l'évolution des règles de l'État. Avant les années 1990, la présence religieuse dans ces médias était en effet conditionnée à l'espace ouvert dans les médias étatiques. La libéralisation des médias après l'adoption de la constitution de 1991 a ouvert la voie pour la mise sur pied de radios et télévisions confessionnelles. Ces changements ont permis notamment à des jeunes et des femmes de se faire valoir, de rejoindre les populations rurales plus efficacement ainsi que de produire des contenus qui seront rapidement transférés vers les plateformes numériques en émergence.

#### La presse écrite

La presse écrite confessionnelle au Burkina Faso est très inégale en termes de représentativité, de professionnalisme et de durée de vie. L'Église catholique a joué un rôle central dans l'implantation de la presse écrite en Afrique de l'Ouest. Dès l'époque coloniale, les missionnaires des Pères Blancs présents en Haute-Volta ont fondé des journaux, tel que *Jeunesse d'Afrique* en 1948–1949, en plus de faire circuler le quotidien catholique *Afrique nouvelle* imprimé à Dakar dans les années 1950 (Bouron 2013, chapitre 9). Cette tradition s'est poursuivie après l'indépendance avec les publications associées à la Jeunesse étudiante catholique (JEC) (*Élan*, *Angelina*), le bulletin officiel *Fidélité et renouveau* ainsi que des publications autonomes et régionales comme *Alléluia Africain*, publié dans les décennies 1970 et 1980 par le diocèse de Bobo-Dioulasso mené par Mgr Anselme T. Sanon. L'intérêt de l'Église pour la presse écrite ne s'est pas démenti malgré l'arrivée des médias numériques, comme en témoigne la création par les Assomptionnistes d'un nouveau journal de l'archidiocèse de Ouagadougou, *Duc in Altum*, en 2016<sup>7</sup>. Les catholiques ne sont toutefois plus seuls à posséder des journaux,

les évangéliques et les musulmans ayant multiplié les initiatives depuis les années 1990.

Les Églises évangéliques s'investissent également dans la presse écrite depuis plusieurs décennies. Les missionnaires des Assemblées de Dieu (AD), la plus ancienne et importante dénomination de la mouvance évangélique, ont ouvert dès les années 1950 une imprimerie à Koudougou, qui sera transférée à Ouagadougou quelques années plus tard, où elle imprimait des Bibles, de la littérature religieuse, des documents internes de la mission et des périodiques comme *Les leçons du dimanche* (Laurent 2009 : 53). C'est toutefois avec le magazine trimestriel *Flamme*, publié à partir de 1994, que les AD ont bénéficié d'une présence médiatique imprimée permanente (Laurent 1999). En ce qui concerne les autres dénominations, leurs publications imprimées ont été plus sporadiques, se limitant à des publications ponctuelles à l'occasion d'événements spéciaux<sup>8</sup> ou encore à des feuillets périodiques à la durée de vie limitée<sup>9</sup>. Le Centre international d'évangélisation (CIE), Église charismatique très populaire menée par le pasteur Mamadou Karambiri (Samson 2008 ; Audet Gosselin, ce volume), a un temps fait paraître le magazine *Impact* avant de concentrer ses énergies sur les médias audiovisuels et numériques. Le CIE publie également de courts livres écrits par le pasteur Karambiri ou son épouse Hortense.

À l'inverse des chrétiens, le développement d'une presse islamique n'a jamais constitué une priorité pour les principaux responsables de la communauté musulmane et les grandes associations islamiques nationales. Ce sont plutôt des initiatives de (jeunes) « intellectuels musulmans<sup>10</sup> » gravitant autour de l'Association des élèves et étudiants musulmans du Burkina (AEEMB)<sup>11</sup> et du Cercle d'études, de recherches et de formation islamiques (CERFI)<sup>12</sup>, qui ont conduit à la création des premiers journaux islamiques dans les années 1990. Si leur tirage resta somme toute modeste, l'indépendance de ces médias vis-à-vis des principales structures a fait en sorte que les jeunes qui les ont animés ont adopté une posture un peu plus critique vis-à-vis de la conduite des aînés à la tête de la communauté musulmane du pays. Le CERFI lança le bulletin trimestriel *Le Muezzin* dès 1992, mais ce fut toutefois la parution de *L'Appel*, publié entre novembre 1994 et 1999, qui avait des visées un peu plus larges que la simple publication interne. Ce « bimestriel islamique de formation et d'informations générales » fut créé et géré par des membres anciens et actifs de l'AEEMB et du CERFI, mais de façon autonome. Le directeur de publication du journal était étudiant en année de thèse de doctorat en linguistique. Après un an d'existence, le journal était tiré à 2 000 exemplaires et vendu dans près de 25 provinces du Burkina Faso, en plus d'une distribution en Côte d'Ivoire, au Mali, au Niger, au Bénin et au Togo<sup>13</sup>. Les prises de position du journal suscitèrent des

tensions avec d'autres membres de la communauté musulmane, comme le souligna l'éditorial du premier numéro de la cinquième année <sup>14</sup>.

Des difficultés d'ordre matériel, financier et humain firent cependant en sorte que *L'Appel* cessa ses publications en 1999. D'autres périodiques islamiques ont également vu le jour, mais la plupart ont connu un destin similaire : le bulletin *An-Nasr trimestriel* (1997) et l'hebdomadaire *An-Nasr Vendredi* (2004) par l'AEEMB; le bimestriel *Le CERFIste* (2006–2010) par le CERFI ; et les mensuels islamiques indépendants *Al Qibla* en 2007 et *La Preuve* (2007–2011). Lancé en septembre 2012, le mensuel *L'Autre Regard* <sup>15</sup> se voulait assez ambitieux et visait un public plus large que le milieu associatif. Les responsables du journal, des jeunes qui n'étaient appuyés par aucune association musulmane, avaient souhaité créer un média islamique qui couvrirait tant les informations culturelles que l'actualité « sans parti pris », mais « sans être neutre <sup>16</sup> ». À l'instar du journal *L'Appel*, les jeunes de ce journal n'ont pas eu peur de critiquer le leadership de la Fédération des Associations islamiques du Burkina (FAIB) <sup>17</sup> dans leurs éditoriaux et articles <sup>18</sup>. De facture assez professionnelle, *L'Autre Regard* a cependant cessé de paraître en 2017.

En ce qui concerne la mouvance controversée de l'ahmadiyya, dont l'appartenance à l'islam est contestée de manière parfois virulente par la plupart des autres organisations islamiques du pays <sup>19</sup>, la publication de journaux et d'autres parutions imprimées ont, depuis la fondation du mouvement, constitué une priorité. Au Burkina Faso, les responsables de ce courant ont commencé à diffuser *La Revue des religions* à partir de 2004. Il s'agit d'une version adaptée au contexte burkinabè de la parution française de la revue internationale *The Review of Religions* <sup>20</sup> – aussi disponible en urdu –, qui paraît presque sans interruption depuis 1902 et qui est également disponible en allemand (*Die Revue der Religionen*) depuis 2011. L'ahmadiyya est moins sujette aux difficultés économiques rencontrées par les autres courants musulmans grâce à son système de financement interne à la fois centralisé et transnational.

Ainsi, la presse écrite confessionnelle au Burkina Faso a d'abord été une initiative catholique avant d'être adoptée par les autres confessions au cours des années 1990–2000. Le prestige associé à la presse écrite conduit les organisations religieuses à tenter de maintenir une présence dans ce format malgré les difficultés économiques liées à la production imprimée et la montée de nouveaux médias. Cependant, dès que la possibilité s'est manifestée, les médias audiovisuels ont été investis par les organisations qui en avaient les moyens.

### **Les radios confessionnelles**

Alors que la presse écrite reste peu diffusée et d'une influence limitée malgré une importante circulation des exemplaires et la pratique

ancienne de la lecture publique des journaux pour les populations non alphabétisées (Balima & Frère 2003), le média populaire par excellence reste la radio. Elle est omniprésente au Burkina Faso et pénètre beaucoup plus les provinces et régions rurales (Capitant 2008). Les radios privées ont été autorisées officiellement en 1992, entraînant une explosion des nouvelles chaînes musicales, communautaires et enfin confessionnelles (Tudesq 2002 : 48).

Ce furent les Églises évangéliques et catholiques qui se montrèrent initialement les plus entreprenantes en créant de nombreuses radios confessionnelles dès le début des années 1990. Au Burkina Faso, la Radio Évangile et développement (RED) fut lancée le 2 juillet 1993, sous l'impulsion du pasteur Mamadou Karambiri et chapeauté par l'Association jeunesse pour Christ Burkina, organisation évangélique interdénominationalle. En 1995, la Fédération des Églises et missions évangéliques (FEME) lança elle aussi sa radio, Radio Lumière Vie Développement, au sein de laquelle l'Église des Assemblées de Dieu occupe une place prépondérante (Laurent 1999). RED étend progressivement son réseau en ouvrant des stations régionales à travers le pays. Cette extension permet de rejoindre des populations rurales et des petites villes qui n'ont pas accès à la presse écrite, et ce, dans leur langue maternelle et par des programmes adaptés à leur réalité. Des Églises membres de la FEME ont par ailleurs lancé leurs propres radios. C'est le cas de l'Alliance chrétienne, dont la Radio Alliance chrétienne possède quelques fréquences dans l'ouest du pays, ainsi que de la Radio Évangile du sud-ouest, opérée par l'Église protestante évangélique, dénomination issue de la mission qui a évangélisé la région du Poni depuis l'époque coloniale. L'Église catholique a rapidement emboîté le pas des Églises évangéliques avec la création de Radio Maria par le cardinal Paul Zoungrana en 1995. Cette initiative a posé le premier jalon d'un maillage de l'ensemble du territoire avec la création projetée de radios dans l'ensemble des diocèses du pays. L'Église revendique aujourd'hui 14 radios diocésaines à travers le pays, regroupées officiellement en association en 2004, réseau lancé publiquement en février 2018 <sup>21</sup>.

Du côté des radios islamiques, il a fallu attendre le début du XXI<sup>e</sup> siècle pour voir leur apparition au Burkina Faso. C'est l'ahmadiyya qui a été à l'origine de la première radio islamique, la Radio islamique ahmadiyya. Inaugurée à Bobo-Dioulasso en 2002, cette initiative visait à mener une « offensive radiophonique » pour répondre aux attaques menées contre le mouvement (Samson 2011). La première radio islamique de Ouagadougou, radio Al Houda, a seulement été lancée en décembre 2004 grâce au financement de la fondation islamique Abdallah Ben Massoud <sup>22</sup>. Le fondateur de cette ONG confessionnelle burkinabè est El Hadj Issouf Kanazoé, un riche commerçant burkinabè, très proche

du Mouvement sunnite <sup>23</sup>. Le comité de mise en place de la radio Al Houda avait utilisé l'argument selon lequel les musulmans n'avaient encore aucune radio à Ouagadougou à l'inverse des chrétiens et des pentecôtistes pour acquérir un droit d'émettre (Savadogo & Gomez-Perez 2011). La radio Al Houda a été suivie d'une deuxième dans la capitale, Ridwane, en mars 2010, sous l'initiative de cheikh Aboubacar Doukouré par le biais de Fondation islamique internationale de charité (FIIC). Ouagadougou compte depuis plusieurs années une troisième radio, IQRA, gérée par Amadé Ouédraogo, surnommé Karsemba <sup>24</sup>, populaire maître coranique de la Ligue burkinabè pour la lecture et la mémorisation du Saint Coran (Libulmesco) <sup>25</sup>. La Communauté musulmane du Burkina Faso (CMBF) <sup>26</sup> a obtenu l'attribution d'une fréquence en 2014 pour la radio Al Fadjr, qui était en phase de test au début de 2015 et sera la quatrième radio dans la capitale. Le CERFI, quant à lui, travaille actuellement à la rédaction des textes en vue d'une demande auprès du CSC pour obtenir une fréquence afin de lancer sa propre radio islamique à moyen ou long terme. Cette prolifération de chaînes de radios islamiques au Burkina Faso témoigne certes d'un dynamisme des musulmans, mais surtout d'une forte compétition entre les différentes tendances et associations musulmanes du pays (Savadogo & Gomez-Perez 2011 ; Samson 2011 ; Madore 2016a).

Même si les hommes exercent un monopole complet sur les postes de direction dans les différentes radios islamiques de Ouagadougou, les chaînes Al Houda et Ridwane ont tout de même permis à un petit nombre de prêchuses arabisantes, qui ont suivi une formation religieuse universitaire, d'être médiatisées. Ainsi, depuis 2013, Aya Ouédraogo, une prêchuse du mouvement sunnite, anime une émission interactive diffusée en direct à la radio Ridwane visant spécifiquement un public féminin, qui est passablement populaire <sup>27</sup>. Bien que ce genre d'initiatives montre que des animatrices commencent à jouir d'une plus grande liberté d'expression et d'une confiance accrue de la part des responsables masculins, cela ne constitue toutefois pas la norme. D'autres prêchuses sans affiliation ou près du mouvement sunnite ou d'*Ittihad Islami* <sup>28</sup> animent des émissions, mais elles sont diffusées de manière irrégulière en plus d'être marquées par un important roulement de personnel. De plus, à la radio Al Houda, plusieurs femmes doivent faire face à une certaine méfiance des responsables masculins, qui considèrent que leurs connaissances religieuses nécessitent un encadrement afin de vérifier de près le contenu religieux avant la diffusion (Gomez-Perez 2016, 2018). Les radios chrétiennes donnent également une place importante aux voix féminines, avec plusieurs émissions dédiées au public féminin autant sur Radio Évangile et développement que sur Radio Ave Maria. Par ailleurs,

l'ONG d'inspiration catholique Emmaüs chapeaute un projet de radio communautaire destiné à l'émancipation des femmes <sup>29</sup>.

En plus des radios confessionnelles, les organisations religieuses peuvent intervenir sur certaines radios régionales ou communautaires. Les radios privées de Ouagadougou ont sporadiquement accueilli des émissions religieuses. Par ailleurs, l'Union fraternelle des croyants de Dori (UFC), ONG interreligieuse fondée en 1969 sous l'impulsion d'un missionnaire catholique, anime une émission sur une radio de Dori où elle fait la promotion du dialogue interreligieux (Kaboré 2016, 2017 ; Audet Gosselin & Couillard, dans ce volume). À l'inverse, Ibrahim Malam Dicko, fondateur du groupe djihadiste *Ansaroul Islam*, qui est aujourd'hui décédé, a un temps prêché sur les radios de Djibo *La Voix du Soum* et La radio *Lutte contre la désertification*, attirant l'attention des autorités par son radicalisme (International Crisis Group 2017). Cet exemple montre que les prédications religieuses à la radio peuvent attiser les tensions, ce qui est également fréquent autour de la station Al Houda de Ouagadougou, qui a été auditionnée à plusieurs reprises par le CSC, pour des propos jugés dangereux pour la concorde religieuse, suite à des plaintes pour dénigrement du christianisme <sup>30</sup> et de l'Ahmadiyya <sup>31</sup>. Ces exemples montrent également l'ampleur du contrôle étatique sur la radio, qui s'applique aussi à la télévision, mais plus difficilement aux médias numériques. À cet égard, l'État burkinabè a lancé l'Observatoire national des faits religieux (ONAFAR) en janvier 2015 qui, aux côtés du CSC, a pour objectif de surveiller les contenus médiatiques à caractère religieux et de prévenir les discours qui pourraient remettre en cause la tolérance et le dialogue interreligieux. L'ONAFAR est notamment composé de membres issus de la FAIB, de la FEME et de la Conférence épiscopale du Burkina, ainsi que du CSC.

Alors que la radio constitue un outil clé pour rejoindre de larges pans de la population, l'utilisation de la télévision se révèle plus compliquée, étant donné les coûts associés pour mettre sur pied une station, pour un auditoire plus limité. Cependant, plusieurs organisations religieuses se sont lancées dans la télédiffusion dans la foulée de la création de radios. Par ailleurs, le recours à la télévision s'est prolongé sur le web, qui constitue une plateforme de diffusion de vidéos à meilleur marché.

## **Télévision**

La télévision burkinabè a, jusqu'à la création des premières télévisions privées dans les années 1990, été monopolisée par l'État depuis la création de Volta-Vision en 1963. Ainsi, les organisations religieuses voulant intervenir à la télévision devaient passer par la Télévision nationale du Burkina (TNB), aujourd'hui Radiotélévision du Burkina (RTB). Les émissions religieuses sur les ondes ont vraisemblablement

débuté dans les années 1970, les Assemblées de Dieu y étant présentes dès 1974 (Laurent 1999). Lors de la décennie suivante, une émission sur l'islam était animée par El Hadj Lancina Traoré, qui était la principale voix publique de l'islam francophone avant la création de l'AEEMB<sup>32</sup>. Dans les années 1990, la télévision publique a produit des émissions religieuses. Par exemple, en 1991, l'imam ivoirien Tidjane Ba avait animé l'émission spéciale Ramadan à la télévision nationale si bien qu'à partir de 1992, il fut sollicité pour présenter l'émission « Islam et société » sur cette même chaîne. Il se fit remplacer par la suite par l'imam Aboubacar Fofana, qui était parfois accompagné de l'imam Djiguiba Cissé et de Mohamed Lamine Kaba, tous de la Côte d'Ivoire. Des émissions similaires ont été mises sur pied par les Églises catholiques et des Assemblées de Dieu. La RTB a toutefois suspendu les programmes religieux vers 1998<sup>33</sup>. Ce n'est qu'à l'automne 2010 qu'ils ont été rétablis sous le nom « Foi de croyant ». Les premières émissions ont été diffusées au début de l'année suivante, dans un format de 30 minutes chacune pour les confessions musulmane, catholique et protestante (Gomez-Perez & Madore 2013).

Depuis les années 1990, la libéralisation des médias a permis l'ouverture de télévisions privées, dont plusieurs étaient à vocation religieuse. En 2015, le CSC identifiait six télévisions confessionnelles : trois protestantes, une catholique et deux musulmanes. L'une des premières télévisions privées autorisées est d'ailleurs Canal Viim Koeega, émanation de la FEME. C'est beaucoup plus récemment que les autres télévisions ont pu être mises sur pied, avec la télévision catholique TV Maria en 2009 et les quatre autres chaînes autorisées en 2009 et lancées à divers moments depuis, selon les capacités des organisations. Par exemple, Impact TV, du CIE du pasteur Mamadou Karambiri, a commencé à émettre en 2010, alors que TV Al Houda, financée par la Fondation Abdallah Ben Massoud, a dû attendre 2012. Les autres chaînes sont El-Bethel TV, pendant télévisuel d'El Bethel FM, associée à la Mission biblique internationale d'intercession et d'évangélisation (MBIIE) du pasteur Patrice Tiendrebeogo (Audet Gosselin, ce volume), et Muslim Television Ahmadiyya.

Parmi les télévisions évangéliques, Impact TV s'est rapidement imposée comme une référence en termes de succès et d'influence. En effet, ses concurrentes demeurent relativement peu connues, alors qu'elle a rapidement attiré les spectateurs et, depuis son passage sur satellite en 2012<sup>34</sup>, les abonnés. Centrée autour du pasteur Karambiri et de ses prêches, elle profite de la popularité de ce dernier ainsi que de sa capacité d'attirer les personnalités charismatiques étrangères. Elle diffuse également des émissions d'intérêt général qui ne sont pas explicitement d'orientation religieuse, comme « À la découverte du monde associatif ».

À l'inverse, les responsables de la TV Al Houda font face à d'importantes difficultés financières, et rencontrent en plus des problèmes de ressources humaines. Cela limite grandement les projets de développement si bien que la chaîne n'offre pas une couverture nationale, se limitant à la capitale où elle émet <sup>35</sup>.

La progression très rapide d'internet au Burkina Faso a amené les organisations religieuses à investir les médias en ligne. Cette nouvelle plateforme prolonge en grande partie les efforts consentis sur la presse écrite, la radio et la télévision en permettant une diffusion plus large et à moindre coût des contenus auparavant imprimés ou diffusés sur les ondes.

### Les médias numériques

Le Burkina Faso est nettement en retard sur le reste du continent africain et du monde pour ce qui est du degré de pénétration et d'accessibilité d'internet, qui demeure l'un des plus faibles à l'échelle internationale. Ce retard s'amenuise cependant rapidement et l'utilisation d'internet progresse à un rythme accéléré. Selon le rapport *Digital in 2018* <sup>36</sup> publié par *We Are Social* et *Hootsuite*, sur une population de 19,47 millions d'habitants, le Burkina Faso comptait 3,7 millions d'internautes.

Tableau 13.1. Portrait général de l'utilisation des TIC au Burkina Faso en janvier 2018

	Utilisateurs d'internet	Utilisateurs d'internet à partir d'un téléphone mobile	Utilisateurs actifs des réseaux sociaux	Connexion cellulaire	Utilisateurs actifs des réseaux sociaux via un téléphone mobile
Nombre (en millions)	3,70	3,38	0,92	16,61	0,84
% de pénétration	19 %	17 %	5 %	85 %	4 %

Si ces chiffres demeurent modestes, deux millions de nouveaux utilisateurs d'internet (croissance de 72 %) et 190 000 nouveaux utilisateurs de réseaux sociaux (croissance de 33 %) se sont ajoutés entre janvier 2017 et janvier 2018, surtout en milieu urbain. 84 % du trafic internet

du Burkina Faso provient de téléphones mobiles. Il y aurait également 920 000 utilisateurs actifs de Facebook par mois. À l'instar des autres pays de l'Afrique de l'Ouest, WhatsApp est l'application de messagerie mobile la plus utilisée au Burkina Faso. Selon un article de *Jeune Afrique*, lors de la chute de Blaise Compaoré en octobre 2014, de nombreuses conversations groupées circulaient entre les manifestants, qui tentaient d'éviter les contingents des policiers <sup>37</sup>.

Cette importance croissante a conduit les organisations religieuses à investir les médias en ligne depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle, à un rythme cependant inégal. Dans un premier temps, la mise sur pied de sites internet a été privilégiée par les Églises et associations islamiques pour relayer leurs discours et mobiliser les fidèles connectés, au pays comme à l'étranger. Ces sites sont, dans un second temps, progressivement abandonnés ou intégrés à de nouvelles initiatives centrées sur les plateformes dites « 2.0 », notamment les réseaux sociaux, qui offrent des possibilités de diffusion plus décentralisée, plus immédiate et à moindre coût. Dans un cas comme dans l'autre cependant, on note des inégalités autant dans le contrôle des messages véhiculés que dans les possibilités offertes aux fidèles qui reçoivent les contenus, laissant croire que les promesses de l'ère numérique quant à une démocratisation de la production de contenus et une plus grande interactivité ne sont pas toujours remplies.

### Les sites internet « classiques »

Deux Églises chrétiennes possèdent des sites web régulièrement entretenus et toujours actifs. Il s'agit d'une part de l'archidiocèse catholique de Ouagadougou <sup>38</sup>, dont le site a changé de format à quelques reprises, mais qui demeure alimenté par le service de communications de l'Église. Le contenu du site est relativement étoffé en comparaison avec la plupart des sites religieux burkinabè. Il comprend les principales déclarations des évêques burkinabè et de l'archevêché, des informations sur le diocèse et les organismes qu'il chapeaute, les adresses et numéros de téléphones des prêtres de l'archidiocèse, des copies du bulletin de l'archevêché *Duc in Altum* (à ne pas confondre avec le journal assomptionniste du même nom), des prières quotidiennes et d'autres informations ponctuelles. Depuis quelques années, il offre également des liens vers les déclarations du pape François sur Twitter et un fil des publications Facebook de l'archidiocèse, montrant une progressive intégration des sites web dans une communication « 2.0 ».

D'autre part, le CIE du pasteur Mamadou Karambiri propose également un site web fonctionnel depuis plusieurs années <sup>39</sup>. Celui-ci s'appuie sur l'infrastructure médiatique du Rhema Media Center qui assure un certain professionnalisme. Les prêches du couple Karambiri et de

pasteurs invités sont disponibles en vidéo sur le site ainsi qu'une sélection de musique chrétienne. Par ailleurs, l'Église publicise ses activités, les tournées internationales du pasteur Karambiri, ainsi que les services de l'Église sur son site. Comme pour l'Église catholique, les contenus des réseaux sociaux du CIE sont progressivement intégrés sur le site web.

À l'exception de ces Églises, la plupart des Églises chrétiennes burkinabè n'ont eu que des sites temporaires ou peu mis à jour. La plus grande Église évangélique du pays, les AD, a tardivement créé un site web national, qui n'est déjà plus en ligne. Quelques Églises locales des AD ont lancé des pages web sur des plateformes de blogues gratuites, mais la plupart sont aujourd'hui inactives. Par contre, les Églises et centres de tendance charismatique (voir Audet Gosselin, ce volume) semblent plus actifs sur le web que les Églises évangéliques d'origine missionnaire comme les AD. Le Centre international de mission de délivrance et d'intercession (CIMIDI) du « prophète » Emmanuel Sawadogo possède notamment son site web <sup>40</sup>, qui contient des vidéos des prêches du « prophète », des informations sur le Centre et des textes de ses enseignements. Le site monrhema.com offre, quant à lui, des prédications de certaines figures charismatiques (Mamadou Karambiri, Emmanuel Sawadogo, Emmanuel Tiemtoré, de même qu'une présence de Michel Ouédraogo, président des AD). Chez les catholiques, la mouvance du renouveau charismatique, qui intègre des éléments empruntés aux prédicateurs évangéliques charismatiques (Csordas 1997), a aussi une présence web significative, avec le site de l'abbé Blaise Bicaba, principale figure de la mouvance au Burkina Faso, en ligne depuis 2017 <sup>41</sup>. Le Buisson Ardent, section universitaire du renouveau charismatique, possède quant à lui un site web depuis 2009 <sup>42</sup>.

Ce dernier exemple illustre l'importance des organisations de jeunes dans l'implantation du religieux burkinabè sur le web, autant pour les chrétiens que pour les musulmans. Les organisations de jeunesse chrétiennes ont souvent voulu mettre sur pied leurs propres sites web, en plus d'être dans bien des cas à l'origine des initiatives des Églises locales et nationales du fait de leur meilleure connaissance des outils informatiques. Par exemple, l'Église de l'Alliance chrétienne a eu un site actif pour sa section de Ouagadougou vers 2010–2012, principalement alimentée par sa section jeunesse. Le site comportait entre autres un forum des jeunes, où les responsables de la section jeunesse soulevaient des points spécifiques de doctrine en lien avec le vécu des jeunes. Ces discussions prolongeaient dans bien des cas des thèmes mis en avant dans les activités hebdomadaires tenues à l'église de Ouagadougou <sup>43</sup>. Ce site a fait place à un site pour l'Église nationale, qui se trouve aujourd'hui infecté par un virus. La JEC a voulu quant à elle investir le web en 2010, son président affirmant qu'« Il n'était plus possible de rester longtemps



19. Capture d'écran <https://www.rccuo.org/>



20. Capture d'écran <http://www.catholique.bf>

sans ce moyen de communication pour notre mouvement. Un site, c'est un lieu ouvert où nous pourrions mieux faire connaître l'identité de notre mouvement et rentrer en dialogue avec d'autres personnes pour que le règne de Dieu arrive dans notre vie »<sup>44</sup>. Cet engagement a duré le temps d'un mandat de l'équipe nationale, le site n'étant plus mis à jour après 2011. Enfin, l'Union des groupes bibliques du Burkina (UGBB) a eu un

site web en ligne <sup>45</sup> vers 2012–2013 et l'équipe nationale a eu comme mandat de le relancer au cours des années 2014–2015, sans succès <sup>46</sup>.

Chez les musulmans, ce sont les jeunes de l'AEEMB, qui ont été les pionniers en lançant leur site web en janvier 2006 <sup>47</sup>. Selon son président de l'époque, « dans un monde de nouvelles technologies de la communication et de l'information, il est indispensable pour toute organisation sociale d'avoir un site afin de diffuser ses idéaux et d'exprimer sa compréhension <sup>48</sup> ». Ils ont été suivis par le CERFI en 2009 <sup>49</sup>. Pour le dirigeant de la structure de l'époque, il s'agit d'« un outil indispensable dans la diffusion du savoir et la promotion de l'islam tout en étant incontournable pour entrer de plain-pied dans la modernité <sup>50</sup> ». L'importance accordée par ces deux associations à leur site internet répondait tout à fait aux attentes d'une clientèle de jeunes étudiants et universitaires ou de musulmans de la classe moyenne et supérieure, plus à l'aise avec les nouvelles technologies. À l'inverse, des associations comme la CMBF et le Mouvement sunnite, qui mobilisent moins de « jeunes branchés », n'ont pas encore cru bon de développer plus largement ce média. Même si elles ont créé chacune leur site internet <sup>51</sup>, elles n'ont pas véritablement pris le virage numérique : celui du Mouvement sunnite n'a pas été mis à jour depuis plus de deux ans, alors que celui de la CMBF est hors-ligne depuis 2013.

Ces cas illustrent bien les limites et les nombreuses difficultés auxquelles font face les sites internet islamiques du Burkina Faso. En effet, ils sont parfois hors-ligne au gré des départs et des mouvements de personnel, ou ne sont plus mis à jour pendant un certain temps. Le site du CERFI, par exemple, a eu trois adresses différentes <sup>52</sup> en raison des nombreuses relances, après des périodes d'inactivités. Celui de l'AEEMB était toutefois très actif en 2007 et 2012. Il possédait un forum où les membres et visiteurs pouvaient soulever une question, faire des commentaires ou partager des informations. Celui-ci a constitué l'un des rares espaces de débat. Par exemple, un ancien membre avait partagé le récit d'agressions sexuelles commises plusieurs années plus tôt par un encadreur de l'association, entraînant des réactions d'officiers de l'AEEMB qui oscillaient entre la compassion et les tentatives de dédouaner l'organisation <sup>53</sup>. De plus, l'association s'y voyait régulièrement critiquée par des musulmans adhérant aux thèses salafistes, qui reprochaient à l'AEEMB son laxisme et des pratiques qu'ils jugeaient anti-islamiques, comme la coutume de souligner la « Journée de la femme musulmane » le 8 mars ou de souhaiter la bonne année le 1er janvier, pratiques assimilées à la célébration de fêtes non islamiques par les salafistes <sup>54</sup>. Le site de l'AEEMB a toutefois connu un certain déclin à partir de 2013 et surtout de 2014, les communications de l'association migrant progressivement vers les réseaux sociaux. La question de

la sous-utilisation d'internet et plus largement celle des médias par la FAIB avait été d'ailleurs été critiquée dans un éditorial paru en juillet 2015 dans le journal islamique *L'Autre Regard* <sup>55</sup>.

La présence numérique de l'Ahmadiyya a, de son côté, été moins sujette à ces difficultés auxquelles font face les sites internet islamiques du Burkina Faso grâce à la dimension transnationale du mouvement, qui lui permet de bénéficier du soutien logistique et financier du siège international. Ainsi, outre le site web international Al Islam, chaque communauté nationale possède une présence en ligne, qui est cependant soumise au contrôle du bureau central <sup>56</sup>. À cela s'ajoutent de nombreux blogs personnels, qui diffusent les idées *ahmadies*. Cet investissement de l'espace web s'inscrit en application du slogan « djihad par la plume et non par l'épée », appelant à la non-violence et à une présence active sur tous les médias. Dans le cas du Burkina Faso toutefois, seule l'ONG ahmadiyya Humanity First possède un site internet <sup>57</sup>, dont le contenu est désuet (Langewiesche à paraître).

Dans une grande mesure, ce ne sont pas des initiatives des associations islamiques officielles ou des imams et des prêcheurs eux-mêmes, mais plutôt des jeunes, qui n'ont pas nécessairement d'affiliation militante, qui ont développé des approches différentes pour mieux exploiter le web <sup>58</sup> (Madore 2016b). C'est notamment le cas d'Islam.bf <sup>59</sup>, lancé en février 2012, qui a eu, à ce jour, près de deux millions de visites selon les statistiques affichées sur la page d'accueil. Ce site est l'œuvre d'un jeune informaticien de formation, qui n'est membre d'aucune association. Il avait constaté que la plupart des fonctionnaires musulmans n'arrivaient pas à assister aux prêches et aux sermons du vendredi dans les mosquées. Il souhaitait également que les étudiants burkinabè à l'étranger puissent écouter les prêcheurs burkinabè : « Le but c'est d'amener l'islam dans les bureaux et dans les téléphones <sup>60</sup> ». Partant de là, l'idée lui est venue de recueillir des prêches et des sermons pour les rendre disponibles sur internet afin de permettre à ces musulmans de les consulter, peu importe où ils se trouvent. Sur la page d'accueil, il est possible d'écouter les derniers sermons du vendredi prononcés dans plusieurs des principales mosquées de la capitale, ainsi que les prêches hebdomadaires de plusieurs figures populaires. Dans la section « Les prêches », les nombreux enregistrements sont classés par imams, prêcheurs ou thèmes et sont facilement téléchargeables. Le gestionnaire du site a même numérisé d'anciens sermons et prêches, qui étaient enregistrés sur cassettes audio. Des enregistrements d'émissions de la radio islamique Al Houda sont aussi disponibles. Le concepteur de ce site propose également une page web entièrement consacrée à 12 imams et prêcheurs, dont Ismaël Derra <sup>61</sup> et Mohammed Kindo <sup>62</sup>. Pour

ces deux seuls individus, il est possible d'écouter plus d'une centaine d'enregistrements audio.

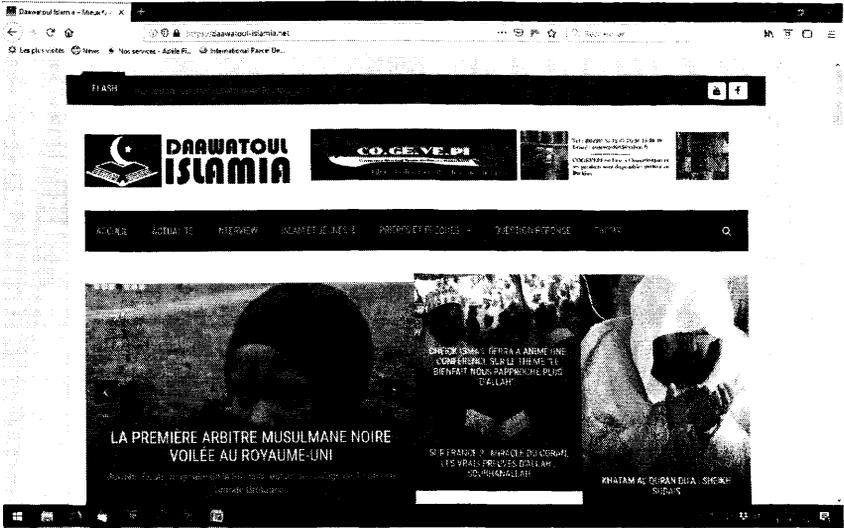
Le site *Le forum pour un islam décomplexé au Burkina Faso* ou *Bissmillahi-bf*<sup>63</sup> s'est montré particulièrement dynamique depuis son lancement en juillet 2013. Mohamadi Nana, jeune gérant d'une entreprise familiale d'alimentation de Ouagadougou, en est le promoteur. La nécessité d'user des nouvelles technologies de l'information et de la communication pour connecter les musulmans burkinabè l'a conduit à créer ce site avec d'autres jeunes collègues (un journaliste, un enseignant et un informaticien) :

À l'origine, nous avons la ferme volonté de créer un cadre dynamique d'échanges autour de notre religion. Un cadre où les jeunes musulmans se sentiraient à leur aise pour discuter et consolider leur foi. Échangeant avec des frères musulmans, nous sommes parvenus à la conclusion que pour toucher un maximum de jeunes musulmans burkinabè, il est opportun de passer par internet, qui est un médium moderne, qui rapproche et rassemble un nombre important d'utilisateurs du monde entier. Aujourd'hui, vous conviendrez avec moi qu'il est beaucoup plus aisé de porter un message à la jeunesse en passant par les réseaux sociaux qu'à travers un communiqué radiophonique. Nos réflexions ont abouti à l'idée de créer un site internet alternatif, avec des embranchements sur les réseaux sociaux dynamiques de l'heure<sup>64</sup>.

Malgré la multiplication des sites web, ces derniers ont rapidement connu un certain déclin. Dans l'ensemble, il semble très difficile pour des organisations en grande partie bénévoles et dont les effectifs, en ce qui concerne les responsables, sont très changeants, d'entretenir en continu des sites web. Les organisations qui y parviennent, soit utilisent du personnel rémunéré, soit alimentent les sites par des membres qui envoient du contenu, soit s'appuient sur des contenus empruntés à l'étranger. Par ailleurs, les habitudes de consommation d'internet se sont transposées ces dernières années vers les réseaux sociaux et les applications mobiles, qui s'intègrent mieux à une utilisation d'internet se faisant de plus en plus sur les téléphones mobiles.

### **Les réseaux sociaux (Facebook et YouTube) et les applications mobiles (WhatsApp et Telegram)**

L'apparition du web 2.0 dans les milieux religieux burkinabè tend à se substituer aux sites web. Plusieurs médias et organisations sont présents sur de multiples plateformes qui se renforcent l'une l'autre. Des sites web ont notamment été adaptés pour les téléphones mobiles. C'est le cas d'Islam.bf et de monrhema.com. Le site Islam.bf offre aussi des vidéos de sermons et prêches partagés sur YouTube<sup>65</sup> depuis juillet 2014 : la chaîne compte 3 200 abonnés et les 21 vidéos obtiennent souvent de



21. Capture d'écran <https://daawatoul-islamia.net/>

nombreuses vues, dont un qui en a obtenu plus de 177 000. Islam.bf a aussi une présence sur les réseaux sociaux avec sa page Facebook <sup>66</sup>, créée en février 2012, qui a maintenant plus de 24 000 mentions « j'aime ». Les utilisateurs peuvent également télécharger une application Android pour smartphones. Bissmillahi-bf mise beaucoup plus sur la vidéo. Le site est sur Facebook <sup>67</sup> (43 000 « j'aime ») et YouTube <sup>68</sup> depuis octobre 2013. En mai 2019, leur chaîne comptait 4 192 abonnés, 100 vidéos en français et en mooré et plus de 788 000 vues. Le site web Daawatoul Islamia, qui « diffuse l'actualité et les informations sur la bonne pratique de l'Islam » <sup>69</sup>, de facture très moderne et professionnelle, est très actif sur Facebook <sup>70</sup>, qui compte plus de 652 000 mentions j'aime. Ce nombre est tout à fait remarquable et sans commune mesure avec les autres initiatives émanant de groupes religieux et même pour une page burkinabè. À titre d'exemple, le très populaire site d'actualité en ligne Burkina24 en compte un peu plus de 542 000. À noter que Daawatoul Islamia et Bissmillahi-bf ont de nombreux abonnés non burkinabè sur Facebook. Ils sont intégrés dans les réseaux sociaux à l'échelle du monde francophone, où circulent des recommandations religieuses et des publications génériques. Par exemple, le 8 mai 2018, la page Facebook publiait une photo de deux hommes avec une pile de Corans et la mention « Qu'Allah facilite lecteur coran aminé [sic] AIMEZ ET PARTAGEZ », qui recevait des centaines de réactions. En comparaison, les partages d'enregistrements audio des prédicateurs salafistes burkinabè les plus populaires reçoivent en général quelques dizaines de

réactions. Ces plateformes sont donc parmi les rares exemples à avoir atteint une audience au-delà du Burkina Faso.

La migration du web vers les médias sociaux s'opère de façon accélérée dans la seconde moitié des années 2010. Dans un premier temps, des groupes Facebook ont été mis sur pied pour mettre en lien les militants d'organisations religieuses, surtout estudiantines. C'est le cas entre autres des sections nationales et locales de l'AEEMB, de la JEC et des groupes bibliques. Chez les fonctionnaires, le CERFI et le Service pastoral pour la formation et l'accompagnement des responsables (SEPAFAR) ont mis sur pied des groupes Yahoo pour faire circuler les informations entre les membres (planification d'activités, soutien personnel entre les membres, suivi des mandats entre les réunions, débats internes). L'utilisation de cette plateforme par les organisations de fonctionnaires n'est pas étonnante dans la mesure où ils ont, à la différence de la majorité de leurs compatriotes, accès à un ordinateur de bureau avec lequel cet outil fonctionne mieux.

Étant donné la diffusion rapide du téléphone portable comme principal moyen de communication, l'utilisation des technologies de communications s'oriente surtout sur cet outil. Les organisations religieuses musulmanes et chrétiennes, en particulier celles animées par des jeunes, recourent depuis longtemps à des envois massifs de SMS pour mobiliser leurs membres et sympathisants. La diffusion des smartphones multiplie les possibilités. L'application WhatsApp en particulier est très populaire et sert de messagerie instantanée. Elle a l'avantage d'éviter les coûts des envois SMS pour des organisations animées par des bénévoles et dont les membres ont souvent de très faibles revenus. L'exemple du site Islam.bf est très intéressant à cet égard. Il est possible d'obtenir régulièrement des prêches sur son smartphone en adhérant au groupe WhatsApp du site <sup>71</sup>. En novembre 2017, plus de 3 000 personnes l'avaient déjà rejoint <sup>72</sup>. Il est intéressant de noter que selon la charte du groupe, il est formellement interdit d'écrire des messages sous peine d'exclusion. Il y a tout de même une vocation collaborative dans la mesure où ce groupe WhatsApp ainsi que le service de messagerie Telegram sont utilisés comme façon de collecter un maximum de sermons et prêches à Ouagadougou et ailleurs au pays. Les utilisateurs d'Islam.bf sont d'ailleurs régulièrement encouragés à contribuer, comme ce fut le cas dans cette publication Facebook publiée en juillet 2017 : « Partageons pour atteindre les provinces du Burkina. Aidez islam.bf à obtenir les prêches qui se font dans votre province ou votre quartier [sic] quelle que soit la langue du Burkina <sup>73</sup>. » L'Ahmadiyya est également active sur WhatsApp (Langewiesche, à paraître). Toutefois, les restrictions mises en place en 2019 par WhatsApp au partage massif de messages afin de contrer la prolifération de fausses nouvelles rend

malaisé son utilisation par les groupes religieux. Islam.bf a décidé de cesser d'utiliser l'application à partir de mai 2019 et de migrer vers Telegram pour les partages de prêches.

Progressivement, Facebook est devenu le média de prédilection pour les organisations religieuses, ce qui se comprend dans la mesure où il s'agit du réseau social le plus développé au Burkina Faso. En décembre 2017, près de 840 000 comptes inscrits sur Facebook provenaient du Burkina Faso <sup>74</sup>. À cela s'ajoute le fait que les connaissances informatiques requises pour administrer une page sur Facebook sont bien moindres que pour une page web. La plupart des Églises nationales, les principales Églises locales, certaines paroisses de Ouagadougou, les organisations de jeunesse et d'étudiants et même certaines chorales ou communautés chrétiennes de base ont leur page ou leur groupe Facebook. Ces derniers regroupent en général entre 100 et 1 000 membres et abonnés. Se démarquent toutefois le CIE avec 11 000 abonnés <sup>75</sup>, le Buisson Ardent avec 9 400 abonnés <sup>76</sup>, la page du Prophète Emmanuel Sawadogo avec plus de 7 800 abonnés <sup>77</sup>, la catéchèse de Kologh-Naba suivie par plus de 6 000 personnes <sup>78</sup> et les Églises nationales et de Tanghin-Barrage des Assemblées de Dieu avec plus de 5 000 abonnés chacune <sup>79</sup>. De nombreux abonnés suivent plusieurs pages religieuses, ce qui donne une idée de l'écosystème assez restreint, de quelques dizaines de milliers d'utilisateurs catholiques et protestants pour l'ensemble du pays (Audet Gosselin 2017).

Dans le cas du CIE, clairement en avance sur les autres organisations religieuses pour son utilisation des médias, sa présence active sur Facebook est relativement récente. Bien que certaines pages existent depuis plusieurs années, c'est seulement en 2017 que la page « CIE-MIA officiel » est devenue un pôle actif de diffusion. Cette diffusion est principalement locale à en juger par l'audience relativement limitée de la page, mais le pasteur Karambiri bénéficie en parallèle d'une diffusion internationale via la plateforme *TopChrétien*, dont la page Facebook est suivie par plus d'un million de personnes. L'utilisation de l'outil Facebook Live, qui reste rare dans l'ensemble des organisations, permet de retransmettre chaque dimanche les cultes animés par le pasteur Karambiri et les événements spéciaux de l'Église. Cette fonction est maintenant utilisée également par le CIMIDI, qui retransmet notamment les séances de délivrance d'Emmanuel Sawadogo à l'étranger, par le Buisson Ardent, ainsi que par Islam.bf qui diffuse certaines prédications des figures salafistes (Mohammed Kindo, Mahmoud Ouédraogo, Yahya Soré) depuis le Ramadan 2018.

Le CERFI (plus de 10 000 « j'aime » depuis 2014) <sup>80</sup> et l'AEEMB (8 600 « j'aime » depuis 2013) <sup>81</sup> se sont montrés particulièrement actifs à cet égard en diffusant plusieurs publications par semaine. Les sections

locales des associations nationales offrent souvent une page Facebook qui permet aux membres de partager du contenu religieux, mais également de publiciser les activités organisées et de mieux mobiliser les militants. Depuis 2015, la Fédération des Associations islamiques du Burkina, qui, par le passé, était souvent critiquée pour n'être qu'une « Commission Lune » servant uniquement à déterminer les dates officielles des fêtes islamiques, se prononce davantage de plus en plus sur des sujets d'actualité et certains débats de société. Dans cette optique, la page Facebook de la fédération est fréquemment utilisée pour relayer les déclarations officielles de ses responsables <sup>82</sup>. En contraste avec le rôle central de Facebook, le réseau social Twitter demeure très peu utilisé par les organisations religieuses burkinabè. Les deux exceptions principales sont le Buisson Ardent <sup>83</sup> et Daawatoul Islamia <sup>84</sup>. Dans le premier cas, ils utilisent Twitter pour retransmettre en texte le contenu de leurs séances d'adoration et d'évangélisation. Dans le second, il s'agit plutôt d'une communication intégrée où le contenu du site web et du canal YouTube est systématiquement relayé sur Facebook et Twitter, avec de fréquentes republications de textes, vidéos et audios qui sont ainsi remises de l'avant durant plusieurs semaines. Dans les deux cas toutefois, le nombre d'abonnés n'atteint pas 300 et leurs publications n'entraînent que très peu de réactions. Le missionnaire Ahmadi Ata Ul Habib est également présent sur Twitter, où il intervient sur la vie socio-politique burkinabè et défend la doctrine de l'Ahmadiyya, fréquemment attaquée par les autres organisations musulmanes <sup>85</sup>.

### **Renforcement des principaux leaders « hors-ligne » et diffusion de discours religieux « normatifs » voire « radicaux »**

Dans les années 1990, l'arrivée d'internet semblait remplie de promesses quant à la démocratisation, permettant notamment de contourner les censures gouvernementales et ouvrant un espace de liberté où n'importe qui pouvait publier et réagir. Les réseaux sociaux ont renouvelé cette promesse en fournissant des plateformes où les réactions peuvent être immédiates. Par contre, si certains éléments se sont révélés libérateurs, notre analyse de l'utilisation des médias numériques par les organisations religieuses montre les limites de ces prévisions. Elle révèle, d'une part, que les médias numériques tendent à renforcer les hiérarchies déjà en place dans le monde religieux et, d'autre part, que les tendances telles que l'islam salafiste et la mouvance charismatique bénéficient plus efficacement des avantages de ces plateformes.

Le cas du Burkina Faso vient un peu en opposition avec ce que nombre d'études font valoir par rapport aux médias numériques et aux religions. On ne constate en effet pas vraiment l'émergence de figures qui se sont fait d'abord connaître sur les médias sociaux et sur internet.

Ainsi, alors que l'internet pourrait à première vue affaiblir les grandes figures musulmanes avec une fragmentation de l'autorité religieuse – les internautes musulmans ayant accès à un choix de sermons et de prêches, de thèmes et de prédicateurs « à la carte » –, les populaires sites Islam.bf, Bissmillahi-bf et Daawatoul Islamia ont consolidé le contrôle de plusieurs autorités musulmanes dominantes sur l'interprétation religieuse. En effet, ces médias numériques leur ont fourni de nouvelles opportunités pour réaffirmer leur influence. La plupart des sermons et des prédications sur les principaux sites burkinabè sont ceux de grandes figures islamiques du pays comme Mohammed Kindo, Ismaël Derra et Mohammed Sawadogo, qui ont tous étudié dans de prestigieuses universités du monde arabe et qui sont proches des courants salafistes. À cela s'ajoute le fait que les divers enregistrements diffusés sur ces sites internet concernent presque exclusivement des hommes. Il s'agit donc d'un secteur que les prêchuses n'ont toujours pas investi au contraire des radios islamiques.

La situation est similaire en ce qui concerne l'utilisation d'internet par les Églises, qui a tendance à renforcer l'audience des voix « autorisées » en offrant très peu d'interaction de la part des membres de base. Les plateformes relaient pour l'essentiel les prêches des pasteurs et prêtres, ainsi que les activités des Églises. L'Église catholique s'appuie sur son service de communication professionnel pour véhiculer des contenus qui émanent de la hiérarchie. Internet sert donc à la fois d'outil de promotion pour les activités régulières organisées par les hiérarchies et de prolongement des cultes, messes et célébrations physiques. L'utilisation des transmissions vidéo, en différé, sur les sites web et sur YouTube et, de plus en plus, en direct sur Facebook, renforce l'audience et le prestige des leaders en multipliant leur audience. Les réactions des internautes s'alignent sur celles des spectateurs présents et se limitent généralement à répéter « Amen » (Audet Gosselin 2017).

Par ailleurs, le religieux 2.0 est loin de représenter fidèlement l'ensemble du champ religieux du pays, mais tend à donner une importance accrue aux mouvances plus normatives ou charismatiques. Ces dernières, notamment l'islam salafiste, le christianisme évangélique charismatique et le renouveau charismatique catholique, attirent certes de nombreux fidèles autour de figures très populaires, mais d'autres tendances mobilisent également dans les lieux de culte sans être présentes sur internet. La CMBF y est en effet presque absente d'internet, de même que l'islam soufi qui, avec des figures comme Aboubacar Doukouré, Aboubacar Maïga II et Mahamoudou Bandé, draine pourtant des foules considérables lors de certaines célébrations comme le *maouloud*. Les Assemblées de Dieu ont une présence en ligne irrégulière et y rejoignent beaucoup moins de fidèles que les pasteurs charismatiques comme Mamadou

Karambiri, bien qu'elles regroupent la majorité des fidèles protestants. Aucune paroisse catholique ne diffuse ses homélies en ligne, alors que les séances du renouveau charismatique sont fréquemment partagées en direct. Même les organisations estudiantines (AEEMB, JEC, UGBB), qui possèdent une présence significative en ligne, n'ont pas une audience à la hauteur de leur maillage de l'ensemble du milieu scolaire et universitaire du pays.

Plusieurs hypothèses peuvent expliquer cette situation, qui demanderait toutefois des études plus approfondies. La principale serait que ces tendances, qui trouvent moins d'espace pour s'exprimer dans l'espace public national dominé par des voix plus consensuelles, investissent plus efficacement l'espace public virtuel où ils peuvent rejoindre des fidèles convaincus où qu'ils se trouvent, fût-ce à l'étranger. Cette hypothèse s'arrime d'ailleurs avec des observations faites à travers le monde, voulant que les réseaux sociaux favorisent la construction de « chambres d'écho » où des adhérents à des idées marginales se retrouvent entre eux et renforcent leurs convictions (Bessi *et al.*, 2016). D'autres hypothèses comme le rôle des entrepreneurs privés ou la valorisation variable entre les tendances religieuses des diverses formes d'interaction entre les figures religieuses et les fidèles seraient également à explorer. En effet, le rôle de l'entrepreneur médiatique est fortement valorisé au sein du Mouvement sunnite, qui est soutenu en grande partie par des commerçants. La mouvance charismatique, de son côté, s'inspire fortement de la théologie de la prospérité, qui valorise grandement les initiatives individuelles. Par ailleurs, le salafisme et le mouvement charismatique s'inscrivent explicitement dans la globalisation et mobilisent des réseaux transnationaux, ce qui les pousse vers l'utilisation des réseaux sociaux pour rejoindre une audience globale, comme le montrent les succès à l'échelle de la francophonie de Mamadou Karambiri et de Daawatoul Islamia.

## CONCLUSION

En définitive, le portrait de l'utilisation des médias par les organisations religieuses burkinabè révèle une transposition progressive – et à une vitesse très variable selon les groupes – des médias « traditionnels » (journaux, radios, télévision) vers les médias numériques, sans que ces derniers ne remplacent les premiers. Les diverses formes médiatiques tendent plutôt à se superposer et les contenus s'intègrent d'une plateforme à l'autre. Bien que l'Église catholique possède une avance historique dans l'utilisation des médias et s'appuie sur une organisation solide qui assure un professionnalisme, d'autres organisations des

différentes confessions profitent également des possibilités offertes par les nouveaux outils de communication à l'ère du numérique.

Le portrait présenté ici révèle en outre une forte compétition, non seulement entre les religions, mais aussi, et surtout, entre les organisations appartenant à une même confession. Dans cette compétition, certaines voix telles que le pasteur Mamadou Karambiri se démarquent. Alors que beaucoup d'études sur les religions et les médias numériques ont mis en avant l'émergence de nouvelles figures très populaires, souvent des jeunes et des femmes, qui se sont fait connaître grâce au numérique (Campbell 2012 ; Hackett & Soares 2014 ; Duteil-Ogata *et al.* 2015), dans le cas burkinabè, la médiatisation concerne plutôt certaines figures salafistes ou charismatiques, dont la renommée s'est d'abord construite dans le monde « réel » avant de se traduire dans la sphère numérique.

La situation des médias religieux est appelée à se transformer très rapidement du fait de la multiplication rapide des initiatives, de leur caractère souvent éphémère et de la constante évolution des outils mêmes de communication. Les défis méthodologiques sont donc majeurs pour l'étude de ce secteur. Ce champ de recherche demeure toutefois essentiel pour comprendre les mutations actuelles dans la vie religieuse au Burkina Faso comme ailleurs. Si l'utilisation d'internet par les organisations religieuses burkinabè est encore aujourd'hui un complément de la vie religieuse « hors-ligne », la progression rapide du nombre d'internautes burkinabè pourrait changer la donne.

Enfin, le panorama des médias religieux au Burkina Faso soulève de nombreuses questions. La place des femmes semble plutôt limitée pour le moment et il conviendrait d'analyser plus en profondeur les dynamiques de genre. De plus, il serait pertinent d'approfondir l'interaction entre le contenu en ligne et la vie religieuse des Burkinabè en général. Comme l'internet permet de transcender l'espace national, il sera par ailleurs crucial de retracer autant l'exportation, qui est pour le moment limitée, des voix religieuses burkinabè à travers le monde, la place de la diaspora que les appropriations de contenu étranger par les fidèles du Burkina Faso. Enfin, la question de l'utilisation d'internet par les mouvements extrémistes est à creuser davantage dans un contexte où le Burkina Faso est aujourd'hui aux prises avec un groupe djihadiste, qui a d'abord revendiqué ses actions sur Facebook, bien qu'il soit encore prématuré de parler de *cyber-djihad*.

## Bibliographie

Audet Gosselin L., 2017, « Médias 2.0 et Églises chrétiennes au Burkina Faso : évangélisation numérique et contrôle du message », *Émulations*, 24, p. 71-85.

- Balima S.T., Frère M.-S., 2003, *Médias et communications sociales au Burkina Faso : approche socio-économique de la circulation de l'information*, Paris, L'Harmattan.
- Bessi A. et al., 2016, « Homophily and Polarization in the Age of Misinformation », *European Physical Journal*, 225, 10, p. 2047–59.
- Bouron J.-M., 2013, *Évangélisation parallèle et configurations croisées : histoire comparative de la christianisation du Centre-Volta et du Nord-Ghana (1945–1960)*, Thèse d'histoire contemporaine, Université de Nantes – Université de Ouagadougou.
- Campbell H.A. (dir.), 2012, *Digital Religion: Understanding Religious Practice in New Media Worlds*, New York, Taylor & Francis.
- Capitant S., 2008, « La radio en Afrique de l'Ouest, un “média carrefour” sous-estimé ? L'exemple du Burkina Faso », *Réseaux*, 150, 4, p. 189–217.
- Duteil-Ogata F., Jonveaux I., Kuczynski L., Nizard S. (dir.), 2015, *Le religieux sur Internet*, Paris, L'Harmattan.
- Gomez-Perez M., 2016, « Women's Islamic Activism in Burkina Faso: Toward Renegotiated Social Norms? », *Canadian Journal of African Studies/Revue canadienne des études africaines*, 50, 1, p. 45–63.
- Gomez-Perez M., 2018, « Prêchesses arabisantes à Dakar et à Ouagadougou. Des logiques d'individualisation et d'individuation », *Anthropologie et sociétés*, 42, 1, p. 205–26.
- Hackett R., Soares B. (dir.), 2014, *New Media and Religious Transformation in Africa*, Bloomington, Indiana University Press.
- International Crisis Group, 2017, « Nord du Burkina Faso : ce que cache le jihad », *Rapport Afrique 254*, [www.crisisgroup.org/fr/africa/west-africa/burkina-faso/254-social-roots-jihadist-violence-burkina-faso-north](http://www.crisisgroup.org/fr/africa/west-africa/burkina-faso/254-social-roots-jihadist-violence-burkina-faso-north).
- Kaboré K., 2016, *Les relations interreligieuses institutionnalisées au Burkina Faso : le cas de l'Union Fraternelle des croyants (UFC) dans le Sahel de 1960 à 2006*, Thèse d'histoire contemporaine, Université Ouaga I.
- Kaboré K., 2017, « Mouvement interreligieux et usages d'Internet au Burkina Faso. Le cas de l'Union fraternelle des croyants (UFC) de Dori », *Émulations*, 24, p. 23–35.
- Langewiesche K., à paraître, « Le calife et son portrait. L'iconographie d'un Islam missionnaire. Le cas de l'Ahmadiyya », in M.-P. Ba, M. Saint-Lary & F. Samson (dir.), *Matérialités religieuses. Aux frontières du public et du privé*, Dakar, CODESRIA.
- Laurent P.-J., 1999, « L'Église des Assemblées de Dieu du Burkina-Faso. Histoire, transitions et recompositions identitaires », *Archives des sciences sociales des religions*, 105, p. 71–97.
- Laurent P.-J., 2009 [2003], *Les pentecôtistes du Burkina Faso. Mariage, pouvoir et guérison*, Paris, Karthala.
- LeBlanc M.N., Audet-Gosselin L., Gomez-Perez M., 2013, « Les ONG confessionnelles en Afrique de l'Ouest : un équilibre précaire entre prosélytisme et professionnalisme au Burkina Faso », *Canadian Journal of Development Studies/Revue canadienne d'études du développement*, 34, 2, p. 236–56.
- Madore F., 2016a, « Islam, médias, mise en place du Sénat et article 37 de la Constitution : changement de paradigme au Burkina Faso (1991–2014)? », *Canadian Journal of African Studies / Revue canadienne des études africaines*, 50, 1, p. 7–27.
- Madore F., 2016b, « L'islam ivoirien et burkinabé à l'ère du numérique 2,0 », *Journal des anthropologues*, 146-147, p. 151–78.

- Mazzocchetti J., 2009, Être étudiant à Ouagadougou : itinérances, imaginaire et précarité, Paris, Karthala.
- Saint-Lary M., 2011, « Le Coran en cours du soir. La formation comme outil de réislamisation des musulmans francophones », *Ethnographiques.org*, n° 22, [www.ethnographiques.org/2011/Saint-Lary](http://www.ethnographiques.org/2011/Saint-Lary).
- Samson F., 2008, « Entre repli communautaire et fait missionnaire : deux mouvements religieux (chrétien et musulman) ouest-africains en perspective comparative », *Social Sciences and Missions*, vol. 21, n° 2, 2008, p. 228–52.
- Samson F., 2011, « La guerre des ondes comme mode de prosélytisme. La Ahmadiyya et les médias au Burkina Faso », *Ethnographiques.org*, 22, en ligne : [www.ethnographiques.org/2011/Samson](http://www.ethnographiques.org/2011/Samson).
- Savadogo M., Gomez-Perez M., 2011, « La médiatisation des prêches et ses enjeux. Regards croisés sur la situation à Abidjan et à Ouagadougou », *Ethnographiques.org*, 22, [www.ethnographiques.org/2011/Savadogo,Gomez-Perez](http://www.ethnographiques.org/2011/Savadogo,Gomez-Perez).
- Tudesq A.-J., 2002, *L'Afrique parle, l'Afrique écoute : les radios en Afrique subsaharienne*, Paris, Karthala.

## Notes

1. Les auteurs tiennent à remercier les directeurs de l'ouvrage pour leurs commentaires et suggestions. Ce travail s'inspire de recherches menées grâce au financement du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada. Merci à Aissé-tou Sawadogo pour son aide précieuse.
2. Dans le cadre de la 16e conférence des chefs d'État d'Afrique et de France qui s'est déroulée dans la commune française de La Baule-Escoublac, le président français François Mitterrand rendit l'aide française conditionnelle, selon les efforts accomplis par les États africains en matière de démocratie. Suivant ce discours, des élections multipartistes furent tenues pour la première fois en 1990 et 1991 dans plusieurs pays d'Afrique francophone qui étaient auparavant sous un régime de parti unique.
3. « Présentation générale du CSC », Conseil supérieur de la communication (CSC), [www.csc.bf/m-255-presentation-du-csc.html](http://www.csc.bf/m-255-presentation-du-csc.html), page consultée le 25 avril 2018.
4. En juin 1984, les bureaux du journal indépendant *L'Observateur*, un des piliers de la presse burkinabè, furent incendiés. Le journal s'était montré critique envers le pouvoir.
5. « Répertoire des médias audiovisuels au Burkina Faso (avril 2015) », Conseil supérieur de la communication (CSC), [www.csc.bf/fichiers\\_site/a4294bur/contenu\\_pages/REPETOIRE%20DES%20MEDIAS%202015.pdf](http://www.csc.bf/fichiers_site/a4294bur/contenu_pages/REPETOIRE%20DES%20MEDIAS%202015.pdf), page consultée le 25 avril 2018.
6. Bien que significatives sur le plan démographique, les religions traditionnelles sont peu présentes dans les médias et n'ont pas été prises en compte dans ce chapitre.
7. « Médias catholiques : *Duc in Altum* désormais journal d'informations générales », *LeFaso.net*, 13 avril 2016.
8. Par exemple, l'Église de la Mission apostolique a publié *1959–2009. Célébration du jubilé d'or de l'Église de la mission apostolique*, livret de 36 pages à l'occasion de son cinquantenaire.
9. Ainsi, *L'Écho de la JAD*, organe de la section jeunesse de l'Église de l'Alliance chrétienne, publié au début des années 2000, ou encore *Le Berger*, feuillet

- de l'Église du Bon Berger affiliée à l'Église évangélique baptiste, dont la publication a cessé en 2009.
10. Au Burkina Faso, tout un imaginaire a été construit autour du statut d'« intellectuel » par les étudiants et diplômés universitaires du pays (Mazzocchetti, 2009). Ainsi, par extension, les musulmans, qui ont suivi un cursus scolaire francophone et ont intégré la fonction publique ou le secteur économique officiel, se sont autoproclamés « intellectuels musulmans ». Cette catégorie, qui revêt une acception large, exclut généralement les arabisants formés dans les universités arabes.
  11. Créée en 1986, cette association vise la promotion de l'islam dans le milieu scolaire et étudiant francophone.
  12. Créé en 1989, le CERFI est en quelque sorte le prolongement de l'AEEMB. N'ayant plus le statut d'élève ou d'étudiant, ses membres, insérés sur le marché du travail, peuvent faire partie du Cercle.
  13. « L'Appel vivra si... », *L'Appel*, 06, novembre-décembre 1995, p. 6.
  14. « Top départ pour l'an cinq... », *L'Appel*, 24, novembre-décembre 1998, p. 2.
  15. Anciennement *Le vrai visage de l'Islam*.
  16. Entretien avec le rédacteur en chef du journal *L'Autre Regard*, bureau du journal, 24 avril 2015.
  17. Créée en 2005, la FAIB regroupe la totalité des plus importantes structures islamiques du pays.
  18. Ils sont d'ailleurs montrés très critiques de l'usage des médias fait par la FAIB. Voir « FAIB-nouveau : faire de la communication, un outil précieux », *L'Autre Regard*, 28, 5 juillet au 5 août 2015, p. 5.
  19. Pour plus de détails sur l'implantation au Burkina Faso de ce mouvement islamique originaire du monde indo-pakistanaï, voir Cissé & Langewiesche, dans ce volume.
  20. [www.reviewofreligions.org](http://www.reviewofreligions.org).
  21. « Les radios catholiques du Burkina, mises en réseau », [www.egliseduburkina.org/les-radios-catholiques-du-burkina-mises-en-reseau/](http://www.egliseduburkina.org/les-radios-catholiques-du-burkina-mises-en-reseau/), page consultée le 28 février 2018.
  22. Une ONG islamique dont le siège se trouve au Koweït. Sur les différentes ONG confessionnelles impliquées au Burkina Faso, voir notamment LeBlanc *et al.* (2013).
  23. Officiellement reconnu en 1973, le Mouvement sunnite est la principale association salafiste du pays.
  24. Signifie « le maître » en mooré.
  25. Sur cette figure musulmane et sur la Libulmesco, voir Saint-Lary (2011).
  26. Anciennement la Communauté musulmane de Haute-Volta (CMHV). Créée en 1962, cette association était considérée comme la principale interlocutrice des musulmans auprès de l'État jusqu'à la création de la FAIB en 2005.
  27. Entretien avec un responsable de la radio *Ridwane*, 16 avril 2015.
  28. Reconnue officiellement par l'État en 1991, cette association relevant de la *tijāniyya hamawiyya*, ou « onze grains », de Hamdallaye fait partie des plus importantes organisations islamiques nationales. Aboubacar Doukouré, figure islamique très connue, en est le guide spirituel.
  29. Entretien avec une responsable d'Emmaüs Burkina, Ouagadougou, 2 février 2011.
  30. « CSC : Al Houda et Fémina FM auditionnées pour "atteinte au principe de tolérance religieuse" », Burkina24, 19 août 2016.

31. « Médias : La radio Al Houda auditionnée par le Conseil supérieur de la communication », *LeFaso.net*, 13 septembre 2017.
32. Il n'a pas été possible d'en savoir plus sur cette émission.
33. Entretien avec l'imam Alidou Ilboudo, Ouagadougou, 14 avril 2015.
34. « ImpactTV sur satellite », *LeFaso.net*, 16 avril 2012.
35. Entretien avec le directeur de la Radio Télévision Al Houda, Ouagadougou, 20 avril 2015.
36. <https://wearesocial.com/blog/2018/01/global-digital-report-2018>.
37. [www.jeuneafrique.com/339107/societe/technologie-whatsapp-a-conquis-lafrique](http://www.jeuneafrique.com/339107/societe/technologie-whatsapp-a-conquis-lafrique).
38. [www.catholique.bf](http://www.catholique.bf).
39. [www.cie-mia.bf](http://www.cie-mia.bf).
40. [www.cimidi.org](http://www.cimidi.org).
41. [www.blaisebicaba.bf](http://www.blaisebicaba.bf).
42. [www.rccuo.com](http://www.rccuo.com).
43. Observation d'une séance « espace jeunes » de l'Église centrale de l'Alliance chrétienne de Ouagadougou, le 24 juin 2010.
44. Paul Sagadou, secrétaire national, « Mot de bienvenue du secrétaire national de la JEC », [jec-bf.org](http://jec-bf.org), page consultée le 6 octobre 2010 [aujourd'hui hors ligne].
45. [www.ugbb.bf](http://www.ugbb.bf).
46. Entretien avec un responsable de l'UGBB, Ouagadougou, 27 janvier 2015.
47. [www.aeemb.bf](http://www.aeemb.bf). Une tentative avait été faite en 2000, voir *An-Nasr trimestriel*, juin-août 2000, n° 009.
48. « Association des élèves et étudiants musulmans du Burkina : un site Web, pour plus de visibilité », *Sidwaya*, 31 janvier 2006.
49. [www.cerfibf.bf](http://www.cerfibf.bf).
50. « Un bâtiment et un site Internet pour un travail islamique efficace », *Le CERFIste*, 10, janvier 2010, p. 12.
51. [www.sunna.bf](http://www.sunna.bf) (Mouvement sunnite) et <http://cmbf-bf.com> (CMBF).
52. L'adresse du site a d'abord été [www.cerfi.org](http://www.cerfi.org), puis <http://cerfibf.com> avant d'être [www.cerfibf.bf](http://www.cerfibf.bf).
53. « L'AEEMB a pris ma jeunesse », [www.aeemb.bf](http://www.aeemb.bf), page consultée le 2 décembre 2010 [aujourd'hui hors ligne].
54. « Des reproches à l'AEEMB », [www.aeemb.bf](http://www.aeemb.bf), 10 décembre 2009 [aujourd'hui hors ligne].
55. « FAIB-nouveau : faire de la communication, un outil précieux », *L'Autre Regard*, 28, 5 juillet au 5 août 2015, p. 5.
56. [www.alislam.org](http://www.alislam.org). Les versions francophones sont disponibles à ces adresses : [www.islam-ahmadiyya.org](http://www.islam-ahmadiyya.org) et [www.ahmadiyya.fr](http://www.ahmadiyya.fr).
57. <http://www.bf.humanityfirst.org/>
58. Une exception notable est celle de Cheikh Soufi Moaze Ouédraogo, le guide spirituel de la Communauté spirituelle musulmane des soufis du Burkina Faso (CSMSBF), qui est particulièrement actif sur Facebook : [www.facebook.com/cheicksoufi.ouedraogo](https://www.facebook.com/cheicksoufi.ouedraogo).
59. <http://islam.bf>.
60. Entretien avec le responsable du site [Islam.bf](http://Islam.bf), Ouagadougou, 5 mai 2015.
61. <http://ismailderra.islam.bf>.
62. <http://kindo.islam.bf>.
63. [www.bissmillahi-bf.org](http://www.bissmillahi-bf.org).

64. « El hadj Mohamadi Nana (SONACOF) : un entrepreneur, une vision, une foi », *Le vrai visage de l'islam*, 10, 5 décembre 2013 au 5 janvier 2014, p. 15-6.
65. [www.youtube.com/user/islambf](http://www.youtube.com/user/islambf).
66. [www.facebook.com/www.islam.bf](http://www.facebook.com/www.islam.bf).
67. [www.facebook.com/bissmillahiOfficiel](http://www.facebook.com/bissmillahiOfficiel).
68. [www.youtube.com/channel/UCTcB\\_GMaikuF9IsIXy9Wn5Q](http://www.youtube.com/channel/UCTcB_GMaikuF9IsIXy9Wn5Q).
69. <http://daawatoul-islamia.net>.
70. [www.facebook.com/daawatoul](http://www.facebook.com/daawatoul).
71. <http://z.islam.bf>.
72. [www.facebook.com/www.islam.bf/photos/a.515245445182853.116175.303458109694922/1901816113192439/?type=3](http://www.facebook.com/www.islam.bf/photos/a.515245445182853.116175.303458109694922/1901816113192439/?type=3).
73. [www.facebook.com/www.islam.bf/photos/a.515245445182853.116175.303458109694922/1749913715049347/?type=3&theater](http://www.facebook.com/www.islam.bf/photos/a.515245445182853.116175.303458109694922/1749913715049347/?type=3&theater).
74. « Internet Usage Statistics for Africa », *Internet World Stats*, [www.internetworldstats.com/stats1.htm](http://www.internetworldstats.com/stats1.htm), page consultée le 5 mai 2018.
75. [www.facebook.com/Ciemiaofficiel](http://www.facebook.com/Ciemiaofficiel).
76. [www.facebook.com/rccuobuissonardent](http://www.facebook.com/rccuobuissonardent).
77. [www.facebook.com/propheteemmanuelawadogo](http://www.facebook.com/propheteemmanuelawadogo).
78. [www.facebook.com/profile.php?id=100011333214716](http://www.facebook.com/profile.php?id=100011333214716).
79. [www.facebook.com/adburkina/](http://www.facebook.com/adburkina/); <https://www.facebook.com/adtanghin>.
80. [www.facebook.com/pages/Cerfi-Burkina/1539198672980618](http://www.facebook.com/pages/Cerfi-Burkina/1539198672980618).
81. [www.facebook.com/AEEMB-Burkina-383154995194073](http://www.facebook.com/AEEMB-Burkina-383154995194073).
82. [www.facebook.com/Faib-Burkina-1780977995527493](http://www.facebook.com/Faib-Burkina-1780977995527493).
83. <https://twitter.com/buissonardent>.
84. <https://twitter.com/daawatoul>.
85. <https://twitter.com/habibfaso>.